

Pierre Monatte

Réflexions sur l'avenir syndical (1917)

Série d'articles dans "L'Ecole émancipée" réédités en 1921 par les Cahiers du Travail. Intégrés en 1976 dans *La Lutte syndicale* (F. Maspéro) .

Source : site [Ensemble](#).

Introduction (1921)

Le premier de ces articles porte la date et le lieu où il fut écrit : Avocourt, 25 février. Le dernier : Eglingen, 15 juin. Je revois les nuits où je les écrivis, à la lueur d'une bougie, dans les cagnas des premières lignes. Impossible alors de trouver ailleurs l'isolement et le calme; au cantonnement de repos, pas moyen de s'appartenir et de pouvoir écrire autre chose qu'un court billet pour les parents et les amis. C'est quand dormaient les camarades, en attendant mon tour de veille, que j'ai couché ces réflexions sur le papier.

Cette série d'articles, je l'ai longtemps portée en moi; mais trimballé d'un point à un autre, du secteur de Verdun, puis dans un secteur d'Alsace, enfin en Champagne, je n'ai pas pu envoyer régulièrement ma copie aux amis de Marseille, qui assument la lourde charge si méritoire de L'Ecole. Je ne l'ai même pas achevée, ou plutôt les trois derniers articles ont été victimes d'un banal incident : mon sac, où ils étaient précieusement gardés, s'est perdu un jour de bousculade et de danger. J'ai eu beau courir après...

Ni la qualité ni la quantité

Avant la guerre, le mouvement syndical français ne brillait point par le nombre de ses adhérents. C'était une vérité reconnue. Nous nous consolions en pensant qu'en Angleterre et en Allemagne les masses étaient groupées, tandis que chez nous c'étaient les minorités agissantes; et que ceci valait bien cela.

Au cours de ces deux ans et demi de guerre, je me suis demandé souvent si, à défaut de la quantité qui nous manquait incontestablement, nous avions réellement la qualité.

Je ne me le demande plus. Peu à peu je suis arrivé à la conclusion que nous n'avions ni l'une ni l'autre.

S'il en avait été autrement, nous ne constaterions pas qu'un si petit nombre d'organismes syndicaux sont restés debout et que ceux-là mêmes, si rares, sont condamnés à une vie aussi réduite.

Bien peu de fédérations et de syndicats ont résisté aussi bien que les vôtres, camarades instituteurs et institutrices. Votre *Ecole* est, si je ne me trompe, le seul organe syndicaliste révolutionnaire qui ait su à la fois rester fidèle à son passé et paraître régulièrement durant ces mauvais jours. Vous pouvez en ressentir un légitime orgueil puisque leur résistance c'est la vôtre.

Parmi nous, j'imagine, beaucoup se préoccupent, s'inquiètent de l'avenir du mouvement syndical de notre pays. Non seulement du syndicalisme des instituteurs, aux problèmes si divers, mais encore, mais surtout, de celui des autres corporations, en somme de l'ensemble du mouvement ouvrier et paysan.

La guerre ne durera pas éternellement. Nous vous reviendrons des tranchées. A notre retour, le prolétariat sera toujours le prolétariat - un peu plus meurtri, un peu plus saigné, voilà tout -, et l'organisation de la lutte, les grands espoirs seront pour lui, pour nous, des nécessités, des devoirs, des besoins.

Ne conviendrait-il pas que, dès maintenant, nous examinions les problèmes intérieurs, les questions d'organisation qui se poseront à nous demain ?

Hier, nous n'avions groupé ni la quantité ni la qualité. Rebâtissons-nous la petite maison d'autrefois sur le même sable mouvant; réédifions-nous les œuvres minables, sans fondations, sans carrure, sans flèche, à la merci de la première bourrasque qui viendra nous surprendre ?

Rebâtir ? Dans la plupart des cas, il n'y aura pas lieu; la maison, un temps abandonnée, rouvrira ses portes. Dans les armoires, les carnets d'adhérents, les livres de procès-verbaux, les brochures de propagande et les comptes rendus de congrès se sont chargés de poussière ! Pourrons-nous reprendre le train-train d'hier, le partage de nos réunions et meetings d'antan, republier notre multitude de petits journaux corporatifs comme si de prodigieux ne s'était passé dans le monde ?

Nenni. Il y aura du nouveau. Un examen de ce qu'il faudra entreprendre s'impose. Nous avons le temps, hélas !, pour le faire. Essayons-le sérieusement et tous ensemble, si possible, ouvriers et instituteurs.

Cela doit comporter une sorte d'examen de conscience quant au passé et la recherche de nouvelles méthodes de propagande et d'action pour l'avenir. Du présent, si vous voulez, nous parlerons le moins possible; il n'y a guère à en dire, d'ailleurs, à ce sujet. De cette façon, les censeurs de *L'Ecole* auront moins de tracas. Et nous, nous aurons le précieux soulagement d'oublier un instant le présent.

Il n'y avait pas à discuter, c'était un fait que nous n'avions pas la quantité.

Les organisations à tendance réformiste n'étaient pas mieux partagées que celles à tendance révolutionnaire. Presque toutes, depuis dix ans, marquaient le pas. Il pouvait y avoir, ici où là, une avance ou un recul; le bâtiment, d'un bond, après 1906, s'était donné une organisation qui permettait de beaux espoirs, bien déçus depuis; mais dans l'ensemble, les effectifs confédéraux ne faisaient que se maintenir. Peut-être même avaient-ils fléchi, les dernières années.

D'où provenait cet éloignement du travailleur français pour ses syndicats ?

De plus d'une cause, assurément. En premier lieu, je veux le croire, de la situation économique du pays, demi-prospérité dans la stagnation, terreau excellent pour l'esprit de routine, pour l'égoïsme borné - se traduisant dans les milieux ouvriers par le débrouillardisme individuel, l'accession à la contre-maîtrise, à l'artisanat, au petit commerce - et par le manque de toute foi.

Combien de centaines de fois avons-nous entendu, depuis la guerre, dans des bouches d'ouvriers et de paysans, ce refrain : "*On était devenu trop heureux. Tout le monde vivait à l'aise. Ne travaillaient pas que ceux qui ne voulaient rien faire...*"

Comme l'instinct de classe ne se laisse pas aisément refouler, souvent, il est vrai, le refrain se complète : "*Les riches ont voulu arrêter ça. Ils nous ont amené la guerre !*"

Il faut inculper aussi l'attrait des luttes politiques, la confiance énorme, quoique masquée par tant de sarcasmes, dans le recours à l'Etat, souverain dispensateur et protecteur. Quand on croit pouvoir, en déposant tous les quatre ans un bulletin dans une urne, s'assurer la journée de huit heures, un minimum de salaire, des ateliers propres et hygiéniques, pourquoi se donnerait-on de la peine dans un syndicat tous les jours de l'année ?

Il faut, il faut surtout ne pas oublier nos piètres moyens de propagande, impropres à attirer, plus impuissants encore à réagir contre l'empoisonnement des esprits par le patronat, par toutes les forces de l'Etat, par notre grande presse vénale. Nos méthodes d'administration et d'éducation étaient-elles bien capables de fixer dans les syndicats les travailleurs qui en franchissaient le seuil ?

Quelles seront les répercussions de la guerre sur la situation industrielle, agricole, commerciale, financière de la France, sur la confiance en la belle machinerie étatiste que nous ont léguée Louis XIV, les révolutionnaires politiques et Napoléon ? Quel ébranlement moral remarquera-t-on dans toutes les classes de la société ?

C'est ce qu'on ne saura que plus tard. Je ne veux pas me laisser aller aujourd'hui à vous dire mes prévisions. Sur ces causes d'indifférence syndicale, aux trop profondes racines, nous n'avons pas de prise directe.

Le plus raisonnable et le plus important, c'est de regarder dans le champs de notre activité courante ce qu'il y aurait de transformable par nos propres mains. Aidons-nous d'abord et les forces invisibles du destin ne manqueront pas de venir à notre secours.

Avocourt, 25 février 1917

Les minorités clairvoyantes

Pas de méprise, les amis : je n'ai dans ma poche aucun plan de redistribution des corporations en fédérations nouvelles, aucune formule miraculeuse de statuts syndicaux, fédéraux ou confédéraux capable de nous amener d'un coup les masses ouvrières, de gagner toute les grèves et de faire la révolution en cinq sec. Je vous avouerai même que je n'ai pas dans ma tête la moindre idée précise sur les possibilités et les impossibilités, les avantages et les dangers d'une scission confédérale.

C'est de tout autre chose que je veux vous entretenir et discuter avec vous. Nous avons jadis attaché, je crois, trop d'importance et dépensé toute notre passion à des discussions tactiques d'intérêt secondaire.

Rappelez-vous les débats à propos des fédérations d'industrie et des fédérations de métier, à propos de la substitution des unions départementales aux unions locales et aux bourses du travail et tout le temps passé et perdu à propos de modifications aux statuts dans le plus petit syndicat comme dans la plus forte fédération.

Notez que j'ai été et que je reste partisan des fédérations d'industrie, des unions départementales, que je ne méprise point les règles que se fixe une organisation.

Je pense simplement qu'on peut faire de l'excellent travail dans le cadre de la fédération de métier et du mauvais dans celui de la fédération d'industrie. Les exemples ne manquent pas de fédérations d'industrie qui n'ont rien su faire. Peut-être aurait-il été préférable que subsistent des années encore les fédérations de métier dans certaines corporations.

Tant qu'on n'a changé qu'une enseigne, on n'a rien fait. C'est pourtant ce dont on s'est contenté trop souvent ; combien d'unions départementales ne sont pas autre chose en fait que les unions locales d'hier ?

Du temps où j'étais délégué à l'Union des syndicats de la Seine, la moitié - sinon les trois quarts - des séances se passaient à des révisions de statuts, à des discussions d'un haut goût juridique sur l'interprétation de tel ou tel article. Pendant ce temps, la véritable besogne n'était ni faite ni étudiée.

Nous nous sommes empêtrés dans des questions de forme et nous y avons étriqué, desséché notre conception du syndicalisme. Elles n'étaient pas à négliger, ces questions, mais elles devaient rester à leur place, la seconde, ne pas étouffer les autres plus importantes. Si bien que nos organisations étaient devenues comme des machines dont les servants passeraient tout leur temps à les rafistoler, sans songer à leur demander les services escomptés d'elles lorsqu'on en fit l'acquisition.

La tâche du syndicalisme est pourtant claire et pressante : dégager les besoins et les aspirations du peuple, atelier par atelier, corporation par corporation, centre par centre ; traduire ces besoins, les interpréter ; organiser la lutte pour les satisfaire ; comme ils ne seront définitivement satisfaits que par une transformation sociale profonde, l'œuvre de préparation révolutionnaire, d'accomplissement de la révolution, de l'organisation de la société incombe à nos syndicats.

Nos organisations sont les outils pour cette tâche. Outils façonnés par l'expérience ouvrière de cinquante années. Ils sont tels, après de multiples modifications ; il est probable qu'ils en subiront d'autres ; mais, tels qu'ils sont, adoptons-les ; ils sont bons, allez.

Tant vaut l'ouvrier tant vaut l'outil. Les générations d'hier ne valaient pas cher. Nous étions dans une telle atmosphère d'égoïsme et de manque de foi que tous, même ceux qui se disaient les militants de la classe ouvrière, en étaient imprégnés.

Dans le nombre, certains se reprendront évidemment, mais le ressort cassé se ressoudera-t-il solidement ? D'autres reviendront avec une volonté retrempee et avec une ardeur longtemps contenue. Serons-nous nombreux de cette catégorie ?

On se remettra à la besogne, ceux du front et ceux de l'arrière qui n'ont rien abdiqué et rien renié, avec des éléments fournis par les jeunes générations qui ont vu clair à la lueur du brasier, avec aussi beaucoup de femmes, ménagères, ouvrières, paysannes, tirées de leur timide silence par toutes les douleurs accumulées ces années.

Malgré tant d'éléments divers, il est possible que nous ne soyons pas nombreux. C'est même probable. Nous ne serons qu'une minorité, infime et toute faible d'abord. Nous tâcherons tout de suite d'être une minorité clairvoyante avant de prétendre à être une minorité agissante.

Notre clairvoyance sera déjà, par elle-même, un acte. La clarté que nous porterons en nous et que nous projetterons montrera à des inconnus peut-être nombreux la longue route de la libération.

Nous n'entreprendrons pas de grandes choses. Nous ferons ce que nous pourrons. Une phrase d'un des premiers *Jean-Christophe* est revenue souvent dans mes méditations obligatoires de troufion, et l'idée qu'elle exprime, je l'ai revue souvent. toujours avec une joie renouvelée, dans les articles de Romain Rolland. C'est l'un des conseils donnés par l'oncle Gottfried à son neveu. Je transcris de mémoire, sans vous garantir le texte exact :

" Tu veux être un héros et tu ne fais que des bêtises. Je ne sais pas ce que c'est qu'un héros, mais ça doit être quelqu'un qui fait ce qu'il peut. Les autres ne le font pas. "

Eh ! oui, personne, presque personne ne fait ce qu'il peut. De loin en loin, quelques hommes isolés et très rares. De là l'absence de réelles individualités, d'une réelle opinion publique, de grands courants humains. On commence par faiblesse, par paresse, à se tromper et s'étouffer soi-même et l'on finit par livrer l'univers aux tigres.

La faible minorité que nous serons, sans se demander si elle sera héroïque ou non, fera ce qu'elle pourra. En premier lieu, elle tâchera de voir clair, d'être la minorité clairvoyante. Cela pose pour elle tout le problème de l'éducation. La sienne, d'abord, voir clair, soi. Voir clair en soi et autour de soi. Puis aider les autres à voir à leur tour, dissiper les brouillards tendus devant les yeux du peuple. Démêler ce qu'il y a à faire, les forces intéressées à l'entreprendre, les moyens d'aboutir, les difficultés à prévoir et à surmonter. Voir clair aboutit forcément à l'action sur soi et sur le monde.

Généralités que tout cela, dira plus d'un. Evidemment. Mais patientez. Nous aborderons, la prochaine fois, la série des petites choses qu'on pourrait faire tout de suite, sans rien se casser et si peu nombreux soit-on.

Avocourt, 27 février 1917.

La culture de soi-même

J'entends une objection :

- Nous ne serons pas une minorité infime et faible. Au contraire, nous serons nombreux, très nombreux. Tu verras cette foule !

- Oui, nous verrons. Je ne demanderais pas mieux que de le croire et souhaite que l'avenir me donne tort. Mais, pour le moment, je n'en sais rien. Plus : je n'en crois rien. Hier, il manquait déjà beaucoup de bras, beaucoup de cœurs. Aujourd'hui, voyez, il ne reste plus rien. Que savez-vous de demain ?

Oh ! si vous prenez tous les gueulards, tous les agités, toutes les mouches du coche pour des hommes d'action, vous pourrez vous croire nombreux. Nous n'en manquons pas hier. On ne les a pas vues, toutes ces mouches du coche, ces dernières années, mais on les reverra, elles recommencent à sortir ; j'entends déjà leur bourdonnement. Attention ! que chacun, loin de croire la tâche légère, partagée entre beaucoup, se prépare à donner toutes ses forces, qu'il les rassemble, les augmente, qu'il devienne capable de faire sa bonne part.

Et, pour la faire, il faut d'abord bien la voir, être parvenu à cette clairvoyance que nous nous assignons comme le premier but à atteindre. Nous en avons manqué hier. Qui oserait le contester ? Nous vivions, emportés par le mouvement, grisés par le bruit. A certaines heures pourtant, nous avions la perception bien nette et l'angoisse d'aller à la dérive.

Le syndicalisme avait repris son élan vers 1900 ; mais il s'était heurté assez vite à de grandes difficultés : un patronat modernisant sa défensive, formant non seulement ses caisses noires de grève, mais disloquant la cohésion ouvrière par certains modes subtils de rémunération ; un Etat aux aguets, jouant de la patte de velours et de la poigne de fer, de la corruption sur les uns et de la répression sur les autres. Pelloutier, notre grand Pelloutier, mort en 1901, la Fédération des bourses du travail n'était plus qu'un grand arbre blessé, dont chaque année une branche flétrie tombait sur le chemin.

Cet élan syndical, plus particulièrement incarné dans les fédérations, se ralentissait après l'insuccès du mouvement de 1906 pour les huit heures, et se brisait au massacre de Villeneuve-Saint-Georges, en 1908. Alors, les querelles déchirèrent hommes et milieux ; c'était à qui rejeterait sur autrui la responsabilité de l'arrêt momentané. La lassitude accablait les meilleurs. La bile empoisonnait les ambitieux déçus. Les faibles et les jouisseurs filaient en douceur.

En quinze ans, le syndicalisme n'avait pas su se donner des hommes, des hommes nouveaux pour remplacer ceux que le socialisme et l'anarchisme lui avaient légués ou prêtés et qu'il avait rendus ou bien usés, des hommes à la foi robuste, capables de tenir dans la tempête, de dominer l'adversité et de relancer le navire aux premiers vents favorables.

En quinze ans, les œuvres d'enseignement et d'éducation des bourses du travail - dont Pelloutier était si fier - avaient dé péri lamentablement, personne ne les vivifiait plus de son zèle.

Les universités populaires étaient tombées et rien de plus spécifiquement ouvrier n'était sorti de leurs cendres. Le syndicalisme n'avait pas su organiser ses jeunesses ; il n'avait pas eu la prévoyance de créer ses pépinières de militants. Voilà où il

en était la veille de la guerre. Voilà ce que nous n'avions pas su conjurer, hommes de bonne volonté, certes, mais de peu de clairvoyance et de peu de foi.

Nous pouvons faire notre mea culpa, car aucun de nous n'est sans faute. Certains en ont commis de plus lourdes, mais celle de les avoir laissé agir sans donner notre avis contraire, sans élever notre protestation, sans donner notre propre effort, n'est-elle pas assez grave ? N'aurions-nous péché que par paresse et par timidité, par paresse de nous former nous-mêmes une opinion et par timidité à prendre parti, que déjà ce serait beau coup. Souvent, nous ne nous en sommes pas tenus là, nous avons répété de mauvais conseils, prononcé légèrement la condamnation de certaines formes d'activité. Nous avons médité de l'éducation ; nous n'avons pas aidé les quelques jeunes syndicalistes qui le tentaient à se donner une organisation ; nous avons gardé le silence quand on cria : casse-cou ! lors de la tentative de Léon Clément et des Jeunesses de la Seine d'organiser leurs séries de conférences éducatives. Surtout nous n'avons pas été ces "amants passionnés de la culture de soi-même" que nous disions être, et, tout cela, nous le payons aujourd'hui. Que le remords soit désormais notre aiguillon.

Il nous aidera à sortir de l'ornière où nous étions tombés, à surmonter notre paresse d'esprit et notre timidité, cette paresse de la volonté ; il nous aidera à ne plus y retomber ou, si nous y tombons encore, à nous en relever toujours.

Quand je regarde en arrière, elle m'apparaît invraisemblablement grande, cette paresse d'esprit. Ne m'a-t-il pas fallu les loisirs de la tranchée pour lire certains livres que je gardais depuis vingt ans à portée de ma main ? Je n'avais pas trouvé le temps, la force, la sagesse de les lire, de m'en nourrir. Et pourtant j'étais de ceux qui lisaient le plus. Mais nous étions des esprits dispersés, gaspilleurs de notre attention et de nos forces ; presque tous, à des degrés divers, nous étions atteints du même mal.

Dans nos milieux, on ne savait plus la joie que donnent les lectures sérieuses et la force d'une pensée ferme et concentrée. On ne savait plus lire ; on buvait le journal, le quotidien et l'hebdomadaire ; cela suffisait à la soif intellectuelle d'alors. Le profond besoin d'apprendre, de former et nourrir sa pensée n'était plus ressenti.

Le journal, tel qu'il est, y a contribué pour une bonne part, alors qu'il pourrait être un si merveilleux excitant. Du haut en bas de la société, il a tué le goût des lectures sérieuses. Mais vous, camarades instituteurs, pouvez-vous me dire que l'école n'a pas sa part de responsabilité ? La méthode suivant laquelle on m'enseignait jadis l'anglais et l'allemand m'a dégoûté à tout jamais d'apprendre ces langues. La méthode suivant laquelle nos écoles apprennent à lire n'a-t-elle pas dégoûté pour jamais aussi le peuple de lire ? N'a-t-elle pas noué sa curiosité, tué son goût ? Car c'est une constatation très juste qu'a faite G. Dupin dans sa *Guerre infernale* :

" Les masses, en apprenant à lire, avaient désappris de discerner. "

Il y a vingt ans, l'affaire Dreyfus fit sentir qu'il n'y avait pas d'opinion publique dans ce pays : pour en créer une, les universités populaires se fondèrent. Elles sont mortes et la tâche reste tout entière à faire. Qui ne s'en est rendu compte en ces tristes années ?

La cause de cet échec si complet, l'une des causes au moins, la principale à mon sens, fut de croire que des cours, des conférences, des discussions de groupes d'études pouvaient former une pensée. Si vous voulez m'en croire, mes amis, ne perdons pas toutes nos soirées à courir de réunion en réunion ; passons en au moins tranquillement quatre ou cinq par semaine chez nous, dans notre chambrette, en tête à tête avec quelques livres judicieusement choisis, en tête à tête avec les meilleurs livres révolutionnaires de tous les temps, en tête à tête avec nous-mêmes aussi.

Avant le groupe d'études, dont il nous faudra partout doubler nos syndicats - j'y reviendrai -, je mets la planchette à livres. Sur cette planchette, il est un livre que je voudrais voir parmi les tout premiers qui s'y aligneront. Il n'a pas été écrit pour nous, mais le mal qu'il combat ne nous est pas particulier : toute notre société en est atteinte ; paru quelques mois avant la guerre, il a passé presque inaperçu. C'est *L'Apprentissage de l'art d'écrire*, de Payot, publié chez Colin.

Le titre en est déplaisant, je sais, mais il est inexact, car il s'agit bien pour lui de rhétorique ! Apprendre à écrire pour Payot, c'est d'abord apprendre à penser, ce dont on ne se soucie pas.

D'où tant de bavards de plume et de tribune, d'atelier et de bistrot : d'où tant de brouillons, dans les syndicats comme partout ; d'où si peu de bon travail en définitive.

Commençons par l'effort personnel, par la planchette à livres, par l'étude sérieuse, par la méditation dans la paix de la chambrette, et vous verrez si ces heures de repliement sur soi-même ne feront pas de nous d'autres hommes que ceux que nous étions hier. Nous pourrions alors aller au cercle d'études, nous aurons quelque chose à y apporter, à y échanger et en rapporter. Mais, tant que nous nous y rendrons la tête vide ou en désordre, nous en reviendrons les mains vides et le cœur soulevé. Assez de dispersion, de courses de réunion en réunion, de temps précieux gaspillé, d'intelligences nourries de salive, d'enthousiasmes flétris avant d'avoir fleuri.

Les cercles ouvriers

C'est une erreur courante que notre pensée se forme et mûrit vers la vingtaine. En réalité, c'était généralement beaucoup plus tard, autour de la trentaine, sur les résultats de notre connaissance personnelle de la vie.

Mais la guerre aura activé cette connaissance, précipité cette maturité pour un certain nombre de générations.

Autrefois, des quantités de jeunes gens ne pouvaient faire franchir à leurs idées le cap de la mise en ménage et de l'installation dans la vie. Des opinions révolutionnaires, ça faisait partie de la morve à jeter par la jeunesse.

Combien les rejetaient ! Leur nombre était énorme. En France, le déchet fait par toutes nos organisations était formidable. Nos syndicats, comme les groupes socialistes ou anarchistes, étaient des lieux de passage ; on y restait quelques mois ou quelques années, bien peu y étaient, s'y sentaient pour la vie.

Je ne puis croire que le mouvement d'aucun pays ait souffert d'une telle déperdition de forces. Et le plus triste, c'est qu'il restait en chemin beaucoup de natures sérieuses et ardentes. Peut-être les plus sérieuses et les plus ardentes.

Notre ami Brupbacher, de Zurich, passe son temps de guerre, m'a dit dernièrement quelqu'un qui lit de loin en loin son petit journal *Der Revoluzionner*, à faire une enquête sur la manière dont on vient au socialisme. Il pourrait employer plus mal son temps. Une telle enquête psychologique ne peut manquer d'intérêt ; ce qui est vrai pour Zurich a bien des chances d'être vrai pour toutes les villes industrielles ; aussi un camarade lisant l'allemand ferait-il bien, sinon de traduire tout ce travail, probablement étendu, au moins de nous en donner dans *L'Ecole* une bonne analyse.

Si j'avais connu son projet, j'aurais conseillé à Brupbacher de ne pas rechercher seulement comment on vient au socialisme, mais encore comment on s'en retire. Là-bas, le mal est probablement moins grave, mais il y sévit aussi, sans doute.

Pourquoi tant de gens nous faussent-ils compagnie ? Pour quelles raisons ? Sous quelles influences ?

Oui, je sais, dans l'atmosphère universelle d'égoïsme où se préparait si bien l'orage sanglant de cette guerre, beaucoup nous quittaient pour ne penser qu'à leur intérêt personnel, pour se donner plus complètement au foyer qu'ils venaient de fonder.

Ils ne voyaient pas qu'ainsi ils exposaient aux pires dangers ce foyer lui-même et les têtes chères qu'ils croyaient mieux sauvegarder.

Ce n'était pas la seule cause de dispersion ; ce n'était peut-être pas la plus importante. Il y en avait d'autres qui tenaient au contenu de notre action, à l'état d'esprit fiévreux qui régnait dans nos milieux, à nos habitudes de criailerie, de dénigrement, au manque de confiance et de fraternité entre nous, au manque de sérieux de nos débats qui nous amenait à prendre des décisions que nous étions régulièrement incapables d'appliquer.

Qu'au bout d'une série de déceptions graves certains, parmi les meilleurs, nous aient plantés là, n'est-ce pas compréhensible ? D'autant plus compréhensible que nos idées les avaient seulement effleurés, qu'elles n'étaient pas entrées au fond de leur raison et de leur cœur.

Nous devons procéder à une révision sérieuse de nos idées. La dure leçon de cette guerre nous le commande. Mais, je suis bien tranquille, les bases de notre syndicalisme révolutionnaire n'en seront pas ébranlées ; elles en seront, au contraire, renforcées, inébranlablement cimentées.

Mais quelle révision de nos méthodes de propagande il nous faut accomplir au plus vite ! Quelle part d'efforts plus grande nous devons donner à l'éducation et quelle importance parmi toutes les œuvres d'éducation au groupe d'études des aînés !

Nous avons jadis surestimé la valeur actuelle du syndicat ; nous avons enfermé toute notre activité dans son cadre. N'avons-nous pas confondu ce qui sera sinon le point d'aboutissement, au moins un stade ultérieur de développement, avec le point de départ ? Je me représente fort bien, pour un lendemain assez proche, un vaste réseau d'œuvres éducatives autour du syndicat et sous son aile. Mais pour le moment, quelles œuvres sont nées, se sont développées, se sont épanouies dans son champ ? Il est vide aujourd'hui. Pourtant, les essais ne manquèrent pas. L'ombre du syndicat leur fut-elle mauvaise ?

Pour aujourd'hui, je crois à la nécessité provisoire de la séparation, de l'indépendance de ces œuvres éducatives. Les luttes intérieures qui se sont déchaînées, et qui ne manqueront pas de prendre toute leur intensité une fois la guerre finie, nous en ferons d'ailleurs une obligation matérielle.

La renaissance syndicaliste est subordonnée à un vigoureux coup de balai dans la maison, c'est entendu ; mais les mêmes mains qui procéderont au nettoyage devront remettre de l'ordre et poursuivre le travail positif. Deux opérations à mener ensemble, aussi importante l'une que l'autre, deux aspects d'une même tâche.

Le meilleur groupe de défense syndicaliste, ce sera le vrai groupe d'études syndicalistes ; le groupe d'idées, appelé à rassembler la minorité clairvoyante, à faire œuvre immédiate et œuvre de longue haleine, à doubler le syndicat d'un organisme qui sera comme ses yeux, en attendant d'être toute son âme réfléchie et ardente.

Les groupes d'études n'avaient pas, hier, grand attrait. Il en est peu qui aient laissé une trace durable ; il en est quelques-uns cependant. Je connais des centres où un groupe révolutionnaire, comme à Nancy, une jeunesse syndicaliste, comme à Brest, ont alimenté en militants, pendant des années, les syndicats de l'endroit. Beaucoup se rappellent, en outre, la précieuse série de brochures publiées, voilà une vingtaine d'années, par le groupe parisien des Etudiants socialistes, révolutionnaires, internationalistes, groupe constitué par des étudiants mais qui, par la suite, s'était ouvert à tous et ne comprenait, vers la fin, plus guère d'étudiants.

Nos groupes d'études à constituer ne donneront de résultats, ils n'auront de vie que dans la mesure où ils rassembleront un nombre plus ou moins grand de ces fervents de la planchette à livres que nous appelions la dernière fois. Eux seuls en seront le noyau solide, l'âme active et rayonnante.

Qu'une demi-douzaine d'entre eux, de tempéraments et de tendances divers, mais liés par un même désir de travailler à l'émancipation du peuple, décide de s'assembler un soir par semaine pour causer familièrement, entre égaux, pour échanger là renseignements et impressions, pour confronter remarques et points de vue et voilà le meilleur groupe d'études fondé. Ses réunions hebdomadaires seront l'utile complément des veillées passées à la maison en tête à tête avec les livres ; l'œuvre de culture de soi-même s'y continuera, s'y parachèvera.

Tout naturellement, ce groupe des aînés s'intéressera aux autres œuvres ouvrières d'éducation, à celles que le besoin réclame, aux groupes de pupilles, d'apprentis, aux jeunes syndicalistes, aux groupes féminins, aux groupes d'ouvriers étrangers. A chaque âge, à chaque besoin son groupement spécialisé. Le groupe d'études non seulement s'intéresserait à eux, mais les encouragerait, les soutiendrait, leur donnerait un effectif patronage.

Plus près les uns des autres, les jeunes et les vieux ne se méconnaîtraient plus et s'influenceraient heureusement. Les reproches qu'on faisait hier aux jeunes socialistes de former des éléments turbulents, aux jeunes anarchistes de verser dans l'individualisme et de conduire au faux monnayage, à la caricature répugnante de l'amour libre, ne trouveraient plus de

fondement. Les meilleurs enfants de notre jeunesse ouvrière seraient aisément sauvés des deux écueils qui en ont tant englouti jusqu'à ce jour : la politique où tombent ceux qui ont trop d'ambition et l'individualisme où sombrent ceux qui ont trop d'égoïsme.

Au centre, le groupe d'études ; autour toute une série d'œuvres éducatives ; le tout formant le cercle ouvrier. Qu'on ne s'effraie pas des difficultés matérielles de sa réalisation. Elles se résoudre d'elles-mêmes. Trouvez les hommes ; ils existent, mais, épars ; ils ne viendront pas sur un simple appel ; modestes, méfiants, ils voudront voir le travail sérieux à faire ; ils attendront peut-être qu'il soit en train, mais ayez confiance, ils viendront, et vous les verrez un à un se mettre tranquillement à la besogne. Il suffit de commencer ; le coin de salle des premiers soirs ne pourra bientôt plus les contenir.

Le recensement des organisables

“ Il n'y a rien à faire ici... ”.

Vous les avez sûrement entendus, ces mots ; peut-être même les avez-vous prononcés. Pour ma part, ils ont tinté plusieurs douzaines de fois à mes oreilles et je ne suis pas sûr de ne les avoir jamais lâchés.

C'est là, sous ces mots, que se cache la plus grande cause de notre inaction.

Quand quelqu'un déclare qu'il n'y a rien à faire chez lui, dans sa corporation, dans son quartier, dans son milieu régional, c'est justement que tout y est à faire. Oui, tout absolument tout, et qu'il n'y a personne pour le faire. Ceux qui auraient velléité de s'employer, de se dévouer à quelque chose, ne se rendent pas compte de la tâche qui est devant eux, ne voient pas où porter leur effort.

Avant d'empoigner la pioche et la truelle, on fait un plan, on dresse un devis. Faute de cette étude préparatoire, on s'échinerait en pure perte, recommençant dix fois la même besogne, détruisant le lendemain ce qu'on avait ébauché la veille, se décourageant soi-même et décourageant autrui.

Ce que nous aurons à faire, au point de vue syndical, il faut de même le mesurer, en dresser comme la carte. Ensuite chercher par quel bout le prendre et de quelle manière la meilleure. Voilà de l'ouvrage, tout de suite, pour ceux de nos camarades qui souffrent dans leur coin de n'être utiles à rien. De quoi absorber leurs loisirs, écouter même leurs nuits pendant deux ou trois mois. Travail qui les paiera largement de leurs peines de recherche, d'étude, de réflexion par la connaissance profonde qu'ils acquerront de leur milieu et par l'aide qu'ils apporteront à leur entourage.

Qu'il se trouve, dès maintenant, dans chaque fédération professionnelle, dans chaque union départementale un camarade, qu'il s'en trouve plusieurs, qu'il s'en trouve vingt, mais qu'il s'en trouve au moins un pour écrire la monographie de son industrie ou de son département et demain, lorsque la guerre sera finie, la propagande syndicale pourra reprendre sans tâtonnement, d'un vigoureux élan.

Les monographies de fédérations professionnelles, rédigées avec la préoccupation d'en faire autant de plans d'action, devraient comprendre au moins trois grands chapitres.

Un premier analyserait l'état de l'industrie, le point de développement qu'elle avait atteint en juillet 1914 et les formes de l'organisation patronale. On y noterait ensuite les répercussions actuelles de la guerre et les problèmes industriels qui se poseront pour une remise en marche normale au lendemain de la paix.

Un deuxième chapitre donnerait : 1. Les statistiques des ouvriers et des ouvrières occupés par centres et par spécialités ; 2. Le tableau des syndicats existants en 1914 avec l'effectif de leurs membres ; 3. Des renseignements précis et minutieusement contrôlés sur les conditions de vie des travailleurs de cette industrie, tarifs de salaire embrouillés et selon le dessein patronal destinés à diviser, à morceler les ouvriers et à les opposer entre eux, durée de travail, conditions hygiéniques, maladies professionnelles, taux de mortalité ; et enfin avec les prix courants de la vie quelques budgets de familles ouvrières. Conditions d'avant la guerre et conditions actuelles.

Le troisième chapitre retracerait le long effort ouvrier pour donner une organisation, dénombrerait les expériences successives pour mieux grouper, pour lutter avec plus d'efficacité, dresserait la liste des revendications formulées de période en période et ferait voir ce qui en a été réalisé et l'énorme part qui ne l'a pas été malgré des dizaines d'années de patience et d'efforts tant par voie législative que par voie directe.

Pour ces monographies d'industrie, un modèle existe, un exemple a été donné durant des années, avant la guerre, par Merrheim et la Fédération des métaux.

De ce modèle, on ne s'était guère inspiré ; cet exemple n'avait guère été suivi ; presque personne ne s'était associé à ce travail, ne s'était mis dans son industrie à une œuvre parallèle.

Dans la métallurgie même, quelles difficultés ne rencontra pas Merrheim !

Un jour, il fut accusé de tourner le dos aux principes révolutionnaires, lui qui devait, dans les jours graves que nous traversons, sauver l'honneur du syndicalisme français. Alors que les féroces gardiens des anciennes formules et des vieilles méthodes de propagande léguées au syndicalisme par le socialisme et par l'anarchisme ont perdu la boussole dans la tempête, lui a pu continuer sa route. C'est bien explicable quand on se donne la peine de réfléchir. Il avait fait effort pour voir clair dans son industrie et y était parvenu. De là il avait vu le monde marchant à la guerre et l'avait prédite, l'avait crié dans l'incrédulité générale. Les événements prévus se sont produits ; ils ont pu l'écraser un moment, lui comme nous tous, mais la lumière qu'il portait en lui ne pouvait s'éteindre ; elle n'a pas tardé à briller dans notre affreuse nuit.

Le tenace travail poursuivi par Merrheim avant la guerre possédait un autre mérite ; il constituait le renouvellement des méthodes de propagande syndicale, renouvellement tenté déjà par Pelloutier, mais que la mort l'avait empêché de poursuivre.

Une argumentation solide, à coup de chiffres parlants, était enfin donnée à notre critique de l'exploitation capitaliste, en même temps que sortait des nuées le but positif de notre mouvement, la prise de possession et la gestion par les ouvriers de l'industrie et du monde dont ils sont aujourd'hui les serfs.

Se trouvera-t-il une cinquantaine d'hommes en France, un dans chacune de nos fédérations, pour entreprendre ce modeste travail préparatoire ? S'en trouvera-t-il une centaine d'autres pour faire les monographies ouvrières de nos départements et de nos colonies ?

Vous avouerez-je que je n'ose pas attendre cet effort de nos fonctionnaires syndicaux d'hier ? Puissé-je me tromper en quelques cas. Mais que personne ne se repose sur le voisin plus qualifié. Que tous ceux - ils ne seront pas si nombreux, vous verrez - qui comprennent l'utilité de ce travail préparatoire se mettent de suite à la besogne.

De même qu'il existe un modèle des monographies industrielles, il en est un, excellent, des monographies départementales. C'est celui de Reynier pour l'Ardèche, publié dans *La Vie ouvrière*, puis tiré en brochure grâce à l'aide du Syndicat des instituteurs de ce département.

Voici comment m'apparaît le plan de cette deuxième série de monographies :

D'abord une partie descriptive dénombrant les centres industriels du département, donnant la statistique des ouvriers employés avec, en regard, les effectifs des syndicats, un tableau des tarifs de salaire par industrie et par centre, sans oublier une analyse de la situation paysanne, caractère de la propriété agricole, statistique des ouvriers et domestiques agricoles avec taux de leurs gages et salaires, renseignements sur les conditions de travail, durée, intensité, hygiène, etc.

Ensuite une partie historique double, où seraient retracées d'une part l'histoire des industries les plus importantes et de l'autre l'histoire des syndicats, des bourses du travail, de l'union départementale actuelle, où l'on ferait revivre les grandes grèves soutenues dans le passé.

Un coup d'œil sur le mouvement coopératif départemental et ses liens ou relations avec le mouvement syndical, un court historique du mouvement local socialiste et anarchiste en recherchant ce qu'il a donné - ou fait perdre quelquefois - au syndicalisme, formeraient un autre chapitre.

Puis viendrait en conclusion un examen des conditions que devrait réunir notre propagande syndicale, des préjugés à surmonter et à ruiner, et dans la majorité des cas une recherche des moyens de faire tomber le grave antagonisme qui sépare ouvriers et paysans.

Loin de faire double emploi et de se contrarier, ces deux séries de monographies, par industrie et par département, se complèteraient et se fortifieraient l'une l'autre.

Quant au problème de leur publication, il serait facilement résolu. Qu'on ne s'inquiète pas de cela. D'ailleurs nous l'envisagerons la fois prochaine en parlant de la décentralisation et de notre presse syndicale.

En quelques mois - si cent cinquante camarades veulent y consacrer les heures que leur laissent le travail et les soucis de la guerre - pourrait être assuré le recensement des ouvriers organisables et dressé le tableau des conditions de vie faites à notre pauvre peuple de France.

Si nous savions faire ce travail, nous aurions préparé nos labours. Viendraient les semailles, sitôt la guerre finie. Un homme suffit, dans le champ nu, pour guider la charrue ; un homme encore pour ensemercer. C'est seulement quand le blé a poussé, quand il est mûr qu'il faut des bras vigoureux pour le couper, le ramasser et le battre. Mais, à mesure que notre blé poussera, la confiance aussi sortira de terre, grandira vite et les moissonneurs ne manqueront pas. Les plus incrédules de la veille seront parmi les plus ardents.

Il s'agit de trouver les laboureurs qui, dans le froid glacial de l'indifférence, traceront les premiers sillons et prépareront la terre. Ils existent, nous le savons. Notre cri d'appel arrivera-t-il jusqu'à eux ?

Eglingen, 15 juin 1917.